

## GRÈCE

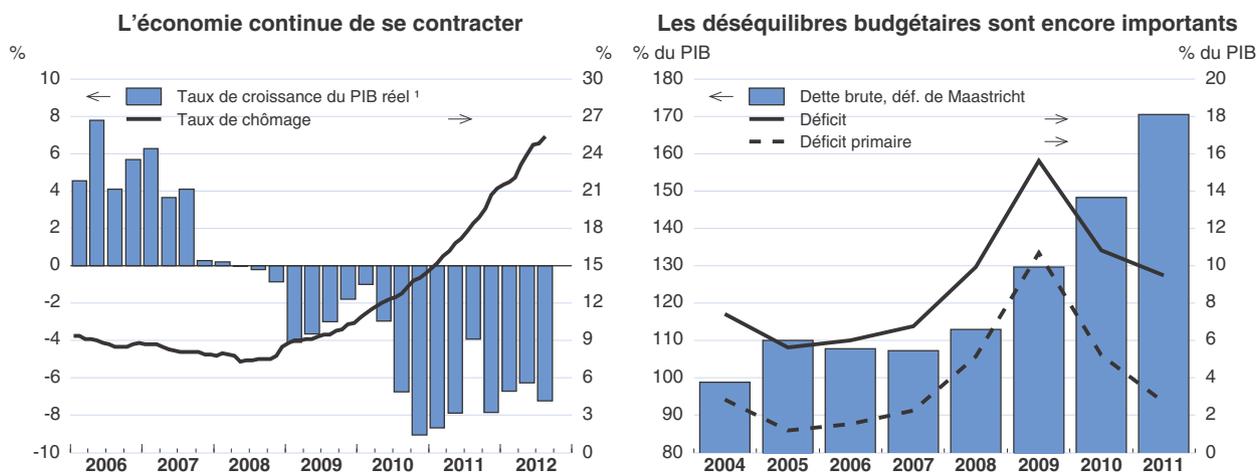
L'économie s'est de nouveau contractée en 2012 en raison d'un assainissement budgétaire poussé, mais absolument nécessaire, d'une baisse des salaires, d'une crise de confiance et de la faiblesse de la demande extérieure. Le chômage s'est élevé à des niveaux sans précédent. On ne prévoit un retour à la croissance que vers la fin 2014 sous l'effet du renforcement du commerce mondial, du retour de la confiance et de l'amélioration de la compétitivité.

Les mesures d'assainissement convenues doivent être appliquées. Mais si la croissance s'avère inférieure aux hypothèses retenues dans les projets budgétaires du gouvernement, il faudra laisser opérer les stabilisateurs automatiques, quitte à ne pas tenir les objectifs fixés. Les catégories les plus vulnérables de la société grecque doivent être mieux protégées des coupes dans les dépenses sociales. La recapitalisation du système bancaire doit être prioritaire, dans le but de rétablir les canaux du crédit et de soutenir ainsi la croissance. Il est indispensable de mettre résolument en œuvre les réformes structurelles visant notamment à lutter contre la fraude fiscale, à améliorer l'efficacité de l'administration publique et à supprimer les obstacles à la concurrence. Ces réformes représentent le seul moyen de renouer avec une hausse durable du niveau de vie en Grèce.

### L'activité économique continue à fléchir

La production a fortement baissé en 2012 sous l'effet d'une chute des revenus réels et de la confiance, d'une montée rapide du chômage, des difficultés pour obtenir des crédits et de la faiblesse du tourisme. Le taux de chômage a atteint 25 % en milieu d'année et dépassé 50 % parmi les jeunes. En raison du marasme économique, la hausse des prix à la consommation est devenue inférieure à la moyenne de la zone euro et les salaires ont baissé. Toutefois, la compétitivité reste un problème majeur, car on ne voit pas encore d'amélioration des performances à l'exportation malgré la diminution des coûts par rapport aux partenaires commerciaux du pays.

## Grèce



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

Source : Hellenic Statistical Authority et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932746294>

## Grèce : Demande, production et prix

	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix courants milliards d'€	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	231.1	-4.9	-7.1	-6.3	-4.5	-1.3
Consommation privée	167.2	-6.2	-7.7	-8.1	-5.4	-4.3
Consommation publique	47.5	-8.7	-5.2	-5.9	-7.1	-4.0
Formation brute de capital fixe	45.9	-15.0	-19.6	-18.0	-9.5	-1.2
Demande intérieure finale	260.6	-8.4	-9.2	-9.2	-6.2	-3.9
Variation des stocks <sup>1,2</sup>	- 3.0	1.4	0.6	0.4	0.1	0.0
Demande intérieure totale	257.6	-7.2	-8.8	-8.5	-6.0	-3.9
Exportations de biens et services	44.5	5.2	0.3	-2.9	3.0	6.1
Importations de biens et services	71.0	-6.2	-7.3	-11.6	-4.3	-3.2
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 26.5	2.9	2.4	3.1	2.2	2.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	1.0	-0.6	-0.5	-0.8
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	4.7	3.1	1.0	-0.2	-0.8
Déflateur de la consommation privée	—	4.0	3.4	1.3	-0.2	-0.8
Taux de chômage	—	12.5	17.7	23.6	26.7	27.2
Solde des administrations publiques <sup>3</sup>	—	-10.8	-9.5	-6.9	-5.6	-4.6
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	—	153.0	175.2	181.3	193.2	199.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup>	—	148.3	170.5	176.7	188.6	195.2
Balance des opérations courantes <sup>4</sup>	—	-10.1	-9.9	-5.5	-4.6	-2.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris l'erreur statistique.

3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.

4. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 92.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932747776>

### L'assainissement doit se poursuivre

L'objectif budgétaire pour 2012, un redressement représentant 2 points de PIB, semble en voie de réalisation malgré la médiocrité des rentrées d'impôts due à la contraction de l'activité et aux retards dans l'application des réformes fiscales. Pour 2013 et 2014, le gouvernement a adopté un nouveau dispositif d'assainissement représentant quelque 7½ pour cent du PIB relativement à un scénario budgétaire de référence impliquant une détérioration des comptes. Il repose largement sur une maîtrise des charges, obtenue notamment par la restructuration du secteur public ainsi que par de nouvelles baisses des retraites et des dépenses sociales. Le programme d'assainissement convenu doit être mis en œuvre, mais, si la croissance se révèle inférieure aux hypothèses, il faudra laisser jouer les stabilisateurs automatiques, même si cela implique un non-respect des objectifs budgétaires nominaux.

### La poursuite de l'assainissement ne suffira pas à assurer la viabilité de la situation de la dette

Les prévisions de l'OCDE pour le déficit total sont cohérentes avec celles fixées par le troisième programme d'ajustement économique imposé à la Grèce par l'UE et le FMI. Cela étant, elles sont moins élevées concernant le solde primaire pour 2013 et surtout pour 2014 du fait de la moindre croissance attendue et de l'effet présumé des stabilisateurs automatiques. Les prévisions tiennent compte du prolongement de deux

ans de la période d'ajustement, accordé à la Grèce en novembre 2012. On suppose que le financement de ce prolongement est en partie supporté par les créanciers de la Grèce sous forme d'un allègement des charges d'intérêts. Cet allègement supposé ne devrait toutefois pas suffire à garantir la viabilité de la situation d'endettement.

**Le recul de la production devrait se poursuivre jusqu'à fin 2014**

On prévoit que la récession se poursuivra jusqu'à fin 2014 en raison surtout des restrictions budgétaires. Avec le retour de la confiance, l'amélioration de la compétitivité et les premiers effets des réformes structurelles, la croissance devrait ensuite reprendre. L'assainissement du système bancaire, les réformes des marchés de produits et du travail favorables à la compétitivité, un usage accru des fonds structurels de l'UE et la progression de la demande extérieure stimuleront les investissements et les exportations. Les prix et les salaires continueront à baisser pendant la période étudiée, en raison de la sous-utilisation des capacités de production et du niveau très élevé du chômage. Le déficit de la balance courante, qui a diminué en 2012 du fait, en partie, de la réduction de la dette privée, fléchira probablement encore pour ressortir à environ 2¼ pour cent du PIB en 2014.

**Les perspectives restent fortement soumises à des risques surtout négatifs**

L'application du nouveau plan d'austérité et des réformes structurelles convenues pourrait rester difficile étant données la probable résistance sociale et l'insuffisance des capacités administratives. Les problèmes de liquidité bancaire font peser des risques supplémentaires sur les perspectives, même si la recapitalisation et la restructuration prévues des banques devraient contribuer à atténuer ce risque. La reprise attendue sera retardée si l'amélioration de la compétitivité, de l'investissement et de la confiance exige davantage de temps.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2012), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2012 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2012-2-19-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2012-2-19-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).